

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision Déchets
89 rue Weber – CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 10/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



BORRAS TRUCKS

1150 route départementale 142
30670 AIGUES VIVES

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2022 dans l'établissement BORRAS TRUCKS implanté 1150 route départementale 142 30670 AIGUES VIVES. L'inspection a été annoncée le 03/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du récolement aux non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 2 octobre 2019 et aux suites qui en ont été données (arrêté préfectoral n°19-048 DREAL mettant en demeure la société Sarl BORRAS TRUCKS à AIGUES-VIVES en application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de satisfaire aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORRAS TRUCKS
- 1150 route départementale 142 30670 AIGUES VIVES
- Code AIOT dans GUN : 0006600408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

M. BORRAS Serge, demeurant à Aigues-Vives, a été autorisé par l'arrêté préfectoral n°79-104N du 20 décembre 1979, à exploiter un établissement de stockage et de récupération de déchets de métaux

et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, avec parc de stationnement de camions et atelier d'entretien et réparation mécanique situé 1150 route départementale 142, 30670 AIGUES VIVES. Suite à un changement d'exploitant, dont le récépissé a été délivré le 1er juillet 2005 à M. Thierry MARCOBAL, gérant de la SARL BORRAS TRUCKS, et à des modifications de la nomenclature des ICPE, l'arrêté préfectoral n°11.092N du 20 juillet 2011 complémentaire à l'arrêté du 14 décembre 1979 a autorisé en régularisation la SARL BORRAS TRUCKS à poursuivre l'exploitation du dépôt de déchets de métaux ferreux et non ferreux avec activité de tri et de conditionnement, situé à la même adresse. Cette société exerce également une activité d'entreposage, de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage de poids lourds uniquement, sur une superficie de 35000 m², soumise actuellement au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement à la visite du 2 octobre 2019 et aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°19.048N DREAL du 14 novembre 2019

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Mise en demeure, respect de prescriptions	Levée de mise en demeure
Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I.	/	Sans objet
Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées lors de la visite d'inspection du 2 octobre 2019 ont été corrigées et la mise en demeure du 14 novembre 2019 peut être levée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none">- Lors de la visite du 2 octobre 2019, l'inspection a constaté l'absence de poteau incendie, prise d'eau ou réserve de 120 m³ à 100 m de l'installation.- Lors de la visite du 9 février 2022, l'inspection constate la présence sur le site de deux citernes de 85 m³ d'eau chacune disposées en série, constituant une réserve d'eau destinée à l'extinction d'un volume total de 170 m³, disposée à proximité immédiate de la zone de dépollution des VHU et à environ 10 mètres des entrepôts. <p>Cette réserve d'eau dispose d'une prise de raccordement de diamètre nominal DN100 tel que demandé par le service d'incendie et de secours pour lui permettre de s'y alimenter.</p> <p>L'inspection constate également la présence d'extincteurs répartis à l'intérieur des hangars de stockage des pièces détachées et à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification périodique de ces extincteurs établi par la société GSI, attestant de la conformité du contrôle qui a été réalisé en date du 8 mars 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux ou des sols
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Lors de la visite du 2 octobre 2019, l'inspection a constaté que les bidons situés dans le local mitoyen à l'atelier étaient dépourvus de rétention.- Lors de la visite du 9 février 2022, l'inspection constate que les cuves et bidons de liquides polluants, les filtres à huile, les extincteurs, issus de la dépollution de poids lourds, sont abrités dans des box métalliques couverts et munis de rétention, disposés à l'extérieur, à proximité de la zone de dépollution. L'exploitant indique que ces liquides et déchets dangereux sont évacués à la demande par l'éco-organisme EcoDDS.
Observations : L'exploitant explique la présence d'une cuve vide sans rétention à proximité de la zone de dépollution par la nécessité de disposer rapidement d'une nouvelle cuve lors de l'enlèvement d'une cuve pleine. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'aucune cuve contenant un liquide polluant ne doit séjourner sans rétention sur le site et qu'il doit veiller à assurer une fréquence d'évacuation suffisante ou de disposer d'une capacité de rétention adaptée pour éviter cette situation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Lors de la visite du 2 octobre 2019, l'inspection avait constaté la présence sur le site de nombreux déchets d'extincteurs, qui sont des déchets dangereux devant être évacués dans des filières dédiées.- Lors de la visite du 9 février 2022, l'inspection constate que les extincteurs issus du démontage des camions sont stockés dans l'un des box métalliques couverts et fermés munis de rétention. L'exploitant indique que ces extincteurs sont régulièrement évacués par la société GSI services, spécialisée dans la protection incendie. L'exploitant présente à l'inspection un devis signé pour accord par l'exploitant, pour l'enlèvement et la dénaturation de 122 extincteurs poudre, daté du 16 octobre 2019, ainsi qu'une attestation de dénaturation de ces extincteurs émise par GSI Services, datée du 23 octobre 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet